L'enjeu républicain d'une inspection indépendante

Point de vue d'un professeur

Henri Peña Ruiz

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/3539>

DOI : 10.4000/ries.3539

ISSN : 2261-4265

Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 1995

Pagination : 79-82

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Henri Peña Ruiz, « L'enjeu républicain d'une inspection indépendante », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 08 | 1995, mis en ligne le 14 février 2014, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ries/3539> ; DOI : 10.4000/ries.3539

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© Tous droits réservés

L'enjeu républicain d'une inspection indépendante

Point de vue d'un professeur

Henri Peña Ruiz

- 1 L'expérience vécue, en raison d'une charge affective bien compréhensible, peut susciter et nourrir des représentations qui, à la longue, acquièrent la consistance de véritables mythologies. Au nombre de celles-ci, la fameuse « visite de l'inspecteur ». Souhaitée ou redoutée selon les circonstances, l'inspection n'est guère appréhendée de façon neutre et rationnelle : le véritable mythe dont elle est l'objet peut sembler trop connu pour qu'on y revienne, mais il serait intéressant d'analyser la façon dont il a pu inspirer une contestation plus ou moins radicale d'une institution conçue au départ autant pour conseiller et protéger les professeurs que pour contrôler leur seule compétence. Il serait banal d'évoquer à ce sujet les lieux communs qui ont fini par occulter une mission essentielle, affirmée notamment dans le cadre de la refondation républicaine de l'école : une telle mission implique la nécessaire reconnaissance de son indépendance de principe par rapport à toute pression provenant d'exigences autres que celles d'un savoir libérateur. Une pensée se croyant libertaire mais aveugle aux servitudes très réelles auxquelles elle laissait ainsi la place, a souvent dessiné une caricature peu amène, sur laquelle il est facile de s'acharner. La nécessité de se déprendre d'une telle imagerie, pour remonter au sens vrai de l'institution, n'a d'égale que l'injustice de la contestation, souvent expéditive et réductrice, dont cette dernière fait l'objet. Pour beaucoup sans doute, faire aujourd'hui l'éloge de la fonction remplie par l'inspection – et non de toute forme d'inspection repérable – relèverait d'une sorte de paradoxe. Pourtant, le procès de plus en plus souvent instruit contre l'institution semble reproduire des malentendus graves, attestant à l'évidence un oubli des fins, voire une cécité aux enjeux.
- 2 Que l'on songe un instant à l'image d'Épinal d'un inspecteur croquemitaine surgissant dans la classe pour exercer un contrôle décontextualisé, sans rime ni raison, sur un professeur qui, pour l'occasion, sort le grand cours tenu en réserve devant les élèves médusés... Certes, l'exemple isolé et particulier attestant la réalité d'un tel scénario peut bien, effectivement, être invoqué et allégué. Mais le souci de justice doit aller de pair avec

celui de justesse, et ne pas ériger le particulier en universel. Les ratés éventuels d'une institution ne disqualifient pas nécessairement celle-ci, comme on le voit pour les erreurs des juges, dont il serait peu rigoureux de considérer qu'elles disqualifient la justice. Le sens critique doit bien plutôt s'attacher à considérer la fonction indépendamment de ceux qui l'exercent et peut-être même aussi de la variété des situations particulières : une telle démarche répond dans un premier temps aux besoins de l'analyse, sans pour autant invalider le souci de la pratique effective, de ses effets réels, considérés dans leur adéquation variable aux principes de la fonction. Rappeler le sens de la fonction d'inspection, ce n'est pas nécessairement rester aveugle aux distorsions et aux incompréhensions qu'elle peut induire. Mais cette volonté de lucidité ne peut non plus passer sous silence le rôle remarquable qu'ont joué, et que jouent, de grands inspecteurs – et de grandes inspectrices – dans la défense quotidienne, toute de patience tenace, de travail attentif, de courage inlassable, des principes et des personnes. Redonner courage aux professeurs, dénouer leurs difficultés singulières, veiller, dans le détail des situations, à l'équité républicaine : il est des façons de comprendre et d'incarner la fonction qui appellent l'admiration.

- 3 En matière d'éducation nationale et d'instruction publique – car il faut rappeler l'implication de l'une dans l'autre, la décentralisation n'est pas nécessairement et inconditionnellement une bonne chose. D'emblée, il faudrait distinguer décentralisation et déconcentration, la nécessité proprement technique de la seconde démarche ne pouvant être confondue avec les ambiguïtés politiques de la première. L'unité de la Nation, comprise par Renan comme « un plébiscite de tous les jours » relève, en sa fondation républicaine, d'une volonté de vivre ensemble, en adhérant à des principes communs. Pour promouvoir, entre autres, l'égalité, l'école publique accomplit chaque jour les clauses d'une sorte de contrat qui la lie à la Nation. C'est ainsi que l'égalité des futurs citoyens requiert que chaque élève puisse accéder à la plénitude d'un savoir délivré de toute tutelle et de toute censure : la substance de l'enseignement et la valeur des diplômes obtenus ne peuvent être affectées par la diversité des conditions locales. Si la décentralisation porte sur les seuls moyens de faire valoir une telle unité de normes et d'exigences, une telle unité de fins, elle peut rester compatible avec l'idéal républicain d'égalité. Dans le cas contraire, elle y contrevient et sa signification politique doit être prise en compte à partir des effets qu'elle produit. À cet égard, il s'agit bien de savoir si, pour un élève de l'école républicaine, l'origine géographique et sociale qui est la sienne aura d'emblée le sens d'un handicap – ou d'un privilège – et, dans l'affirmative, de se demander si l'on en prend son parti. Le procès, trop souvent instruit, contre le jacobinisme trouve ici sa limite et son point aveugle.
- 4 Il faut rappeler que l'inspection, institution républicaine par excellence, fut créée, à l'origine, autant pour protéger ceux qui enseignaient contre les groupes de pression locaux que pour s'assurer de la qualité de l'enseignement dispensé. On observe d'ailleurs que les deux aspects de la fonction ne sont ici distingués que pour les besoins de l'analyse, et s'impliquent l'un l'autre. L'instituteur ou le professeur, dès lors qu'il élève sa pratique au niveau des exigences et des principes qui en fondent le sens, doit être absolument libre de déployer son enseignement, et protégé contre toute tentation de pression ou d'ingérence locale : qu'il s'agisse d'une communauté religieuse (qui, par exemple, voudrait interdire une référence à Darwin, à Baudelaire ou à Freud dans la classe) ou d'une autorité administrative qui par faiblesse ferait le relais, en un improbable cas de figure, de telles exigences, il importe qu'une institution nationale rappelle la résolution

de la République dans sa défense de ceux qui font advenir une citoyenneté éclairée. Qu'il s'agisse, plus généralement, des emprises que tout pôle de pouvoir local peut être tenté d'exercer sur les enseignants, le recours à une inspection nationale, ou à ses représentants locaux, peut et doit jouer un rôle décisif. L'importance réaffirmée du rôle dévolu aux chefs d'établissement, et la pression multiforme que peuvent exercer des groupes divers à implantation locale (parents d'élèves et associations de toutes natures) appelle le nécessaire contrepoids des institutions républicaines. Le cadre de l'enseignement est certes le lycée, le collège, ou l'école d'un lieu déterminé. Référence locale pour le souci d'adapter moyens et méthodes aux contraintes singulières d'un contexte donné. Mais la référence essentielle reste toujours, par principe, l'instance nationale de la République, porteuse d'une unité de fins et d'exigences. Référence nationale et générale dont la mise en jeu permet de s'affranchir des étroitesse éventuelles du cadre local. Ainsi, à la tentation, croissante aujourd'hui, d'assujettir celui qui enseigne au seul « projet d'établissement », doit être opposé le statut qui fait de lui le mandataire de la République, des programmes nationaux et des exigences culturelles irréductibles qu'elle entend promouvoir.

- 5 Des deux références, nationale et locale, ainsi définies, c'est la première qui est fondatrice dans l'ordre des fins, alors que la seconde, qui tient aux situations locales, ne concerne que l'ordre des moyens et de l'adaptation requise. De plus en plus nombreux, d'ailleurs, sont les enseignants qui redécouvrent à la lumière de l'expérience une telle vérité : l'autorité lointaine de la République, déléguée à l'inspection générale, est autrement moins pesante que la tutelle rapprochée et fortement personnalisée d'un chef local ou d'un groupe de pression à forte implantation locale. La pluralité de normes et d'autorités qui, par leur différence de nature et de rôle, peuvent éventuellement se contrarier – encore qu'elles ne le devraient pas si l'on respecte la hiérarchie des normes – est en tout état de cause préférable à l'unicité d'une norme locale. L'expansion du modèle de l'entreprise dans la conduite d'un établissement scolaire rend plus que jamais indispensable, à cet égard, l'indépendance de l'inspection, et le maintien de son rôle régulateur d'instance nationale.
- 6 Quelques remarques pour conclure. Ce qui précède n'a évidemment de sens que si l'inspection jouit d'une indépendance dûment reconnue et garantie. Pour cela, son statut institutionnel doit être conforté aussi bien du côté des instances politiques qui fixent les grandes orientations que du côté des autorités administratives qui les mettent en œuvre. Ce statut d'autonomie relative est précieux, ne serait-ce que par la fonction de rappel, à valeur régulatrice, qui est la sienne. Dans la tradition républicaine, l'inspection générale semble avoir joui de cette indépendance à l'égard des gouvernements successifs – même si des variations parfois inquiétantes de cette reconnaissance et de son interprétation ont pu quelquefois apparaître. Sans doute faut-il lever ici une ambiguïté pour préciser le sens de l'indépendance évoquée. Indépendance à l'égard du gouvernement – quel qu'il soit – ne signifie pas indépendance à l'égard de l'État. L'État, entendu comme ce qu'il est en démocratie, à savoir la communauté politique organisée selon le principe de la souveraineté populaire, est chose bien différente du gouvernement, comme l'a montré, entre autres, Jean-Jacques Rousseau. Le service de l'État, comme tel, n'implique aucun asservissement au gouvernement. Les ministres eux-mêmes, qui composent ce dernier, ne sont, avec le premier magistrat, que les serviteurs de la République. L'indépendance de principe d'une institution comme l'inspection, ne signifie dès lors pas autre chose que son ancrage dans les principes républicains eux-mêmes, rigoureusement distingués des

orientations politiques conjoncturelles qui peuvent être celles des gouvernements successifs. Non qu'il s'agisse de délégitimer ces derniers, mais d'instituer une référence durable qui, sans être inamovible, peut en quelque sorte tempérer leur action. On se souvient d'un thème cher à Montesquieu, solidaire de sa théorie de la nécessaire distinction des pouvoirs : celui de la modération, voire du contrepoids salutaire. Dans une telle perspective, il faut clairement souligner que l'indépendance d'une institution républicaine comme l'inspection peut se fonder sur le refus de confondre État et gouvernement. Dans ce refus, professeurs et instituteurs reconnaîtront sans doute tout à la fois le corrélat et la condition de leur propre indépendance qui est aussi, pour eux, sur la base de leur compétence reconnue, leur meilleure façon de servir la République.

RÉSUMÉS

L'école républicaine a créé les corps d'inspection tout autant pour aider et protéger les professeurs que pour contrôler leurs compétences. Garant de l'indépendance des enseignants par rapport aux groupes, de toute nature, cherchant à exercer une pression sur l'école, l'inspecteur ne peut exercer sa mission au service de l'État qu'en ayant lui-même sa propre indépendance reconnue et garantie.

INDEX

Index géographique : France

Mots-clés : enseignant, inspecteur, inspection

AUTEUR

HENRI PEÑA RUIZ

Professeur de philosophie, lycée de Sèvres, France.